

SNESUP FSU POUR une VRAIE Loi d'Orientation et de Programmation Recherche : *mettre en échec le PROJET Villepin-De Robien*

Le Gouvernement voudrait imposer un « Pacte » orientant la recherche publique dans une voie d'affaiblissement et de soumission aux intérêts privés. C'est un projet de mise en concurrence marchande des établissements, des équipes, des personnes, à contre pied des propositions élaborées par la communauté scientifique.

EMPLOIS et CREDITS: Prendre en compte l'ensemble des besoins...

dans l'ensemble des champs de la connaissance, en recherche, comme en formation sur l'ensemble des cycles et pour tous les établissements. Il faut plus de chercheurs dans tous les laboratoires. La force de l'université c'est l'articulation enseignement-recherche tout au long des cursus. Imposer une véritable programmation sur au moins 10 ans, au niveau de 5000 emplois d'enseignant-chercheurs et chercheurs par an, au niveau des besoins de crédits de la recherche publique

Le projet Villepin – De Robien : annonce la création de 3000 emplois en 2006, laisse 2007 dans l'incertitude et n'apporte aucune garantie pour les années suivantes.

Les créations d'emplois pour 2006 (3000) : sont un acquis important du mouvement. Mais en fléchissant des « profils » liés à un « adossement à la recherche labellisée », à des thématiques privilégiées, le projet rompt des liens fondateurs enseignement-recherche. Il bloque les développements nouveaux, des équipes en développement. Aucune programmation à long terme n'est engagée ! En matière de crédits, le budget 2006 abonde largement la R&D privée, mais n'apporte rien aux budgets des laboratoires. **La priorité est donnée à la logique de projets au détriment de la recherche programmée des labos. Les besoins des universités (3 milliards €) sont purement ignorés !**

JEUNES CHERCHEURS : sortir de la précarité

Disposer de revenus et de garanties statutaires pendant le doctorat (statut du doctorant), accéder à un emploi stable et attractif au plus près de la thèse.

Le projet : quelques concessions (revalorisation de 8 % des allocations de recherche, le doctorat dans les conventions collectives, la réduction des « libéralités »), Mais surtout, l'extension du statut de droit privé (dont le Contrat de Nouvelle Embauche !) dans les Pôles de compétitivité. Le financement massif et sans contrôle de la recherche des entreprises privées au détriment de la recherche publique génère l'extension de la précarité.

Défendre nos métiers, nos carrières, nos statuts :

Réduction statutaire des services d'enseignement, déblocages de carrière, revalorisation des salaires, évaluation juste, transparente et contradictoire, de l'ensemble des activités, par des Instances démocratiques.

Contre le projet de modulation et de primes aux plus « méritants » sous l'autorité du seul responsable d'établissement. Les instances d'évaluation (Comité National, CNU ..) seraient recomposées selon le refus du principe d'une majorité d'élus. Ce serait la rupture des liens entre la recherche et les autres activités. Ce serait un pilotage anti-démocratique et technocratique avec des instances où ne figurent que des "experts nommés", notamment dans des « Hauts Conseils » (de la Science, de l'Evaluation), placés sous le contrôle direct du pouvoir.

Contre la recomposition libérale de l'université, défendre et développer le service public et l'ensemble de ses établissements :

Renforcer, élargir, renouveler la vie démocratique dans les universités, développer les coopérations entre établissements, entre universités et grands organismes de recherche, notamment par des PRES démocratiquement établis,

Le projet de Robien privilégie en tous domaines les règles de la gestion privée. Sous couvert d'excellence, c'est l'option libérale de la concurrence marchande. C'est le dépérissement du CNRS et autres organismes de recherche, en particulier avec le rôle et les moyens incontrôlés dévolus à l'ANR. C'est la prévalence de 6 ou 7 « campus de recherche » inféodés aux financements privés dans le cadre des fondations. C'est la fracture universitaire des formations et du territoire : entre le L du plus grand nombre d'universités et le MD de quelques pôles d'excellence.

Agir ensemble et au plus vite : 1^{er} temps fort jeudi 13 octobre

Contre les dangers de ce projet de « Pacte pour la recherche », le SNESUP-FSU appelle à la mobilisation de tous, avec les autres organisations syndicales et SLR : Assemblées Générales et Rassemblements dans chaque établissement, pour organiser les ripostes à la hauteur des menaces, pour porter les revendications et propositions développées ensemble depuis deux ans.